



FONDATION  
POUR LA NATURE  
ET L'HOMME

Créée par Nicolas Hulot

Communiqué de presse – 4 décembre 2018

## Moratoire sur la fiscalité des carburants : Et maintenant, comment éviter le renoncement à l'écologie ?

**Pour la Fondation pour la Nature et l'homme, le moratoire annoncé ce matin ne doit pas signer un renoncement à l'écologie. En cette période de fortes tensions, il n'a de sens que s'il est dès à présent suivi d'une véritable politique de transformation écologique et sociale. Car, dans ce contexte géopolitique incertain et d'urgence environnementale, le moratoire sur la fiscalité des carburants et sur le renforcement du contrôle technique ne protégeront pas les français des impacts sanitaires et climatiques, pas plus que de futures hausses du prix du pétrole, gaz ou fioul.**

**Conditionner, comme le fait le Premier Ministre, le maintien de la fiscalité sur les pollutions à la réussite des concertations, sans mettre sur la table une révision plus large des priorités budgétaires du gouvernement, serait une impasse.**

Cette crise est le résultat de choix politiques inconséquents depuis 2008 :

- Ceux des majorités politiques qui depuis le Grenelle de l'environnement et la crise financière ont laissé les fractures sociales et territoriales progresser, et avec elles, la place du pétrole, notamment du diesel, dans la vie de millions de foyers.
- Ceux de la présente majorité, qui malgré les alertes répétées, notamment celle de la FNH, a sous-estimé l'ardente nécessité d'un accompagnement renforcé des foyers.

Les mesures à prendre pour fédérer les citoyens autour de la transition écologique :

**- Construire avec les citoyens un big-bang fiscal dans le cadre du débat territorial** : la fiscalité traditionnelle, faite d'exemptions et de niches, a perdu en route sa progressivité et fait peser principalement le poids de la pollution sur les ménages. Pour que la fiscalité écologique ne soit pas vécue comme une fiscalité additionnelle, il faut avoir une approche intégrale. 2019 doit être l'année du début de la fin des privilèges accordés notamment au kérosène aérien.

**- Redonner des moyens de vivre** : De nombreuses propositions sont sur la table pour accompagner : chèque énergie renforcé pour payer son chauffage ou chèque mobilité pour ceux qui n'ont pas le choix dans leurs déplacements. Et pour accélérer la sortie du diesel : doublement de la prime à la conversion pour les véhicules électriques (hors SUV) et élargissement aux modes alternatifs (auto partage et vélo), financée par la suppression, dès 2019, de la prime à la conversion à destination des véhicules neufs diesel.

**- Lancer un grand plan public d'investissement de 10 à 20 milliards d'euros par an** pour s'attaquer aux racines de notre dépendance à la consommation d'énergies. Il financera un plan Marshall de la rénovation des logements et des mobilités durables, créateur d'emplois, de bien-être et de baisse des factures. Les traités européens permettent une flexibilité en cas d'urgence et pourvu que l'impact sur la dette publique soit positif à terme : deux caractéristiques des investissements dans la transition écologique.